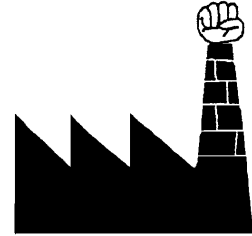


# A CONTRE COURANT

## syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



## Où est le mouvement social ?

La puissance des grèves et manifestations du printemps dernier, la guérilla des intermittents, le succès caniculaire du Larzac, les mobilisations annoncées contre l'AGCS et Cancun, la crise gouvernementale suite à la catastrophe climatique et sanitaire, toute cela laissait présager une rentrée annoncée par certains "brûlante". Chacun attendait donc, après un entracte estival agité, le 2<sup>ème</sup> acte de la lutte sociale. Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir ? En réponse à cette question que, deux mois après la rentrée, tous se posent, faut-il se contenter d'un laconique : *rien que le soleil qui poudroie et l'herbe qui verdoie ?*

L'absence d'une reprise de la lutte à la rentrée n'était pas la seule hypothèse; c'était tout de même la plus plausible. Qui a l'expérience des mouvements sociaux sait la difficulté de remobiliser sur des bases identiques les travailleurs et la vanité du slogan "on repart le mois prochain". On ne reprend pas un mouvement social qu'on a interrompu; on en commence un nouveau !

L'absence présente d'un conflit ouvert contre le gouvernement ne saurait laisser croire à l'évanouissement subtil des tensions sociales de notre pays. Infatigable, la droite poursuit la mise en œuvre de sa politique antisociale (CDD permanent, RMA...). De son côté le mouvement social reste aux aguets. D'autant que l'affaissement de la "popularité sondagière" d'un Raffarin, en même temps qu'elle révèle l'hostilité majoritaire aux orientations de sa politique, oblige le salariat à une vigilance redoublée.

En effet, les allures de "déjà-vu, déjà-connu" de la situation présente exigent qu'on débusque au plus vite les pièges dans lesquels tant de fois on s'est collectivement laissé surprendre. La gauche plurielle fut le dernier en date de ce collet électoral dans lequel s'est étranglée la dynamique née, en décembre 95, de la mobilisation du monde du travail. Et ils s'y voient déjà, les ex de la bande à Jospin, ramassant la mise parlementaire et gouvernementale de mai-juin 2003. Bas les pattes!!!

Un nouveau cycle de luttes s'est ouvert avec le mouvement contre le plan Fillon. Nous avons l'expérience de nos erreurs (elles ont été nombreuses) et de nos faiblesses (elles sont immenses, ne nous le cachons pas); mais nous avons aussi éprouvé nos forces; et surtout, nous avons pu sonder la profondeur de la colère du salariat contre la dégradation de ses conditions de travail. Aussi, c'est dans un nouvel état d'esprit que nous nous trouvons, celui de la nécessité d'entretenir une guérilla permanente. De notre capacité à résister, à chaque fois, aux régressions qui s'annoncent; à imposer, à chaque fois, ce que nous exigeons, dépendra l'issue de cette nouvelle époque de la lutte des classes. Car c'est sur nous, et sur nous seuls, que nous devons *d'abord* compter.



L'article qui suit, daté d'avril 03, est constitué d'extraits d'un texte plus large, que, pour des raisons d'espace, nous ne publions pas intégralement. Nous espérons que l'auteur ne nous en tiendra pas rigueur, les passages reproduits étant d'une totale actualité. Ceux que le texte complet intéresse pourront s'adresser à Alain Claude GALTIE, 32 passage du Désir 75010 PARIS

# Guerre à la vie et impuissance

**Sous couvert d'une démocratie représentative plus simulacre que jamais, les furieux sont prêts à tout pour pérenniser leur dominance... Surtout quand celle-ci est menacée par les conséquences de leurs propres agissements.**

Il y a 13 ans, quelques-uns avaient pu se demander pourquoi les hiérarques étatsuniens s'étaient enfermés dans l'engrenage de la violence comme de vulgaires petites frappes.

Les autres n'avaient pas oublié que l'ère des Reagan-Bush-le-père (déjà accompagnés d'un Donald Rumsfeld, ne l'oublions pas) avait abondamment payé, renseigné, cajolé Saddam Hussein. Était-ce seulement pour prendre une revanche sur l'Iran qu'ils venaient de perdre, pour regagner un point dans "the game" qui semble tenir lieu de monde réel pour les dominants étatsuniens ? Ont-ils pu croire endiguer et fragiliser la révolution iranienne ? Ou n'était-ce qu'une mise pour préparer plusieurs coups à l'avance une opération vraiment rentable ?

On n'a pas encore oublié que le Koweït puisait dans un gisement pétrolier appartenant principalement à l'Irak (Roumeilah), tout en dépassant ses quotas de production pour faire baisser les cours, ce qui diminuait les revenus de l'Irak au moment où il lui fallait se refaire après la guerre contre l'Iran. On n'a pas oublié que, au moment où des troupes irakiennes menaçaient la frontière koweïtienne, l'ambassadrice de Washington tenait à Saddam Hussein des propos rassurants sur la neutralité de son pays: *"Nous n'avons pas de point de vue sur les différends interarabes, tel celui qui vous oppose au Koweït"*. De son côté, James Baker, alors Secrétaire d'Etat, faisait dire à ses collaborateurs que les Etats Unis n'avaient pas l'obligation d'aider le Koweït s'il venait à être attaqué.

On a fini par savoir que la menace imminente d'invasion de l'Arabie Saoudite mise en avant par les Etats Unis était inexistante. Les satellites civils d'observation n'ont pas relevé la moindre trace de chenille de char irakien là où, selon le Pentagone, piétinait la deuxième, troisième ou quatrième armée du monde, selon les propagandistes.

On a bien constaté que les stratégies de la coalition ont surtout écrasé des

pauvres gens contraints par la dictature sans même se soucier s'ils représentaient une menace, s'ils fuyaient, s'ils se rendaient, s'ils étaient civils ou militaires. L'important était de tester les nouvelles armes, sinon de se débarrasser des stocks. On sait aussi que, tandis qu'ils épargnaient les meilleures troupes de Saddam Hussein, ils envoyaient au massacre les populations du nord et du sud en les incitant à la révolte...

Et, comme attendu, une fois la machine de guerre étatsunienne installée en Arabie Saoudite, elle n'en est plus repartie, quitte à susciter les haines qui sont le terreau des vocations terroristes.

Bref, les Etats Unis libérés de la menace de l'URSS n'étaient-ils pas en train de diverger ?

## L'horreur sélective

Et puis, il y a eu les attentats du 11 septembre 2001. Sitôt leur annonce, on a pu craindre qu'ils soient un puissant stimulus pour les interprétations simplistes du monde et servent de camouflage aux impérialistes piaffant d'impatience. Pour que tout soit plus limpide, les commentateurs médiatisés ont dit et répété que l'événement était incompréhensible. On comprend surtout le malaise de ceux-ci devant l'étrange ressemblance entre ce que la plupart d'entre eux cautionnent chaque jour sans état d'âme et qui, tout à coup, les horrifient.

Beaucoup d'observateurs ont reconnu que les instigateurs et les acteurs des attentats avaient été nourris par la culture occidentale; plus exactement: par une certaine culture, celle dans laquelle se reconnaissent les dominants et leurs vassaux.

On a moins entendu que le mépris des terroristes pour la vie, la leur comme celle d'autrui, n'a d'égal que celui qui marque la "modernité" occidentale, à commencer par les colonisations civilisatrices et les guerres friandes de sacrifices de populations innocentes. Un mépris de la vie qui n'a fait que croître et s'affirmer avec le sacro-saint développement industriel dont les beaux esprits traumatisés font justement grand cas, feignant de ne pas remarquer quel en est le coût en manières d'être et en histoire saccagés, en vies broyées, en biosphère bouleversée : *"L'animisme avait donné une âme à la chose, l'industrialisme*

*transforme l'âme de l'homme en chose"* ont constaté Max Horkheimer et Theodor Adorno dès 1943.

Et qui a remarqué que le moyen utilisé par les terroristes, l'avion, est l'une des technologies les plus appréciées par les horrifiés médiatisés? (...)

## La libération du refoulé

Et puis d'autres avions ont pris leur vol pour écraser les écosystèmes afghans sous les stocks de bombes reconstitués depuis 91; pour que plus aucune vie n'y subsiste. Combien d'êtres vivants pour 1 seul combattant ?

Issus de leur industrie et de leur vision du monde, les attentats de septembre 2001 ont fourni aux impérialistes un remarquable prétexte pour lâcher enfin leurs chiens de guerre. Dissimulés derrière l'indignation des belles âmes prises au piège de leurs propres contradictions, ils leur a été facile de justifier la relance de l'industrie militaire et l'élimination physique des Talibans, leurs propres créatures, pour prendre enfin racine dans la région qu'ils convoitaient.

Encouragés par une victoire d'autant plus facile que les peuples afghans ont fait le gros du travail sur le terrain, allaient-ils se contenter d'un si maigre butin ? L'intelligence collective n'a pas tardé à réaliser qu'en matière de risques de destruction massive et de totalitarisme, le plus à craindre était du côté du prétendu sauveur tenaillé par des appétits et des intérêts très éloignés du bien d'autrui.

Tout le monde pense bien sûr au pétrole. On parle moins de la volonté d'assurer la sécurité de l'état israélien qui est la tête de pont de l'impérialisme US et de ses suivistes dans cette région primordiale pour les industries destructrices de la biosphère. En 1995, Maurice Jacoby, qui avait suivi tous les événements de la région depuis les prémices de la constitution d'Israël, estimait à 10 milliards de \$ annuels les fonds versés à celui-ci par les Etats-Unis "pour son rôle de porte-avions insubmersible capable de mobiliser (...) plus de 600 000 hommes pour la défense de leurs intérêts dans le Moyen-Orient pétrolier (Silence n°187, février 95). Les autres pays qui déplaisent au nouvel empire ont des raisons de s'inquiéter.

Sur la nature profonde du sauveur

autoproclamé, le refus de signer l'adhésion à la Cour Pénale Internationale et même le très fade protocole de Kyoto ne laisse pas place au doute (1). Et qui a oublié ses sinistres exploits au Vietnam, ses bombardements des villes et des villages et ses déversements chimiques sur des écosystèmes parmi les plus diversifiés de la planète ? Qui a oublié son rôle dans l'établissement sanglant d'une impressionnante collection de dictatures: les régimes galonnés d'Amérique du Sud - tel l'inoubliable Chili de Pinochet, l'Iran du Shah, le Zaïre de Mobutu, l'Indonésie de Suharto, les Philippines de Marcos, sans oublier le soutien à Saddam Hussein lui-même ? Qui a oublié les 39 jours de bombardements démentiels sur la Mésopotamie en 91 (90 000 tonnes de bombes, dont 62 000 tonnes à côté de leurs objectifs) ? Qui a oublié l'usage d'armes "de destruction massive", dont du napalm, des bombes à effet de souffle, à dépression, à fragmentation, des mines anti-personnel disséminées en pluies, et des projectiles blindés d'uranium appauvri qui empoisonnent tout et tous, même ceux qui les utilisent.

### Le dernier combat

Comme le rappelle Alfred North Whitehead citant Platon: "La création du monde - je veux dire de l'ordre civilisé - est la victoire de la persuasion sur la force". La force, c'est à dire la dominance, est la traduction d'un refus, d'une fuite, d'un repli sur un univers irréel. Quoiqu'elle s'efforce de paraître, elle est une faiblesse, souvent un complexe, toujours une incompetence par rapport à la vie sociale et à l'économie de la nature. Peu perturbés par des considérations un tant soit peu complexes, les dominants passent aisément du fantasme de suprématie sur les autres personnes, autres classes sociales, autres peuples, sur tous les autres vivants, sur la nature elle-même, au mépris et à la haine de ces autres qu'ils ne peuvent comprendre puisqu'ils se croient supérieurs. S'ils sentent que le cours des choses leur échappe et qu'ils se croient menacés, ils deviennent dangereux.

Après trop de productivisme, après

trop de spéculation, après trop de ruines et de destructions pour nourrir le monstre industriel qui les portent, les dominants commencent à être confrontés à l'échec de leur système.

Alors, à quoi croyez-vous qu'ils songent ? Les imaginez-vous capables de reconnaître que leur système ne fait qu'épuiser à vitesse croissante le capital produit par une évolution de 3 milliards d'années, qu'il est donc inadapté à la vie ? Il leur faudrait une ouverture d'esprit et une humilité tout à fait étrangères à leur culture. Au contraire, la fermeture caractéristique de leur structure est productrice de réductionnisme et de simplisme. Savent-ils qu'ils sont avant tout menacés du fait de la raréfaction des ressources qu'ils ont saccagées et par les réactions que leur fonctionnement engendre(2) ? C'est assez peu probable. Ils sont prisonniers d'une spirale régressive où, entraînés par les certitudes qui les rassurent, ils macèrent dans une conscience gravement altérée - la fausse conscience - qui cultive leurs névroses(3). Par contre, leur paranoïa les focalise sur les menaces. Ils ne sont donc plus dans une banale stratégie de conquête de marchés et de ressources, mais dans une logique prédatrice totalement repliée sur elle-même, auto-alimentée, complètement désinhibée.

Les dominants sont lancés dans une fuite en avant éperdue pour tenter de se sauver, quitte à naufrager tout le reste(4). Et plus ils se fourvoient, plus il leur faut réduire le plus grand danger pour leur système: la pensée critique qui puise son inspiration dans l'économie de la nature. La connaissance l'organisation homéotélique, holistique, et symbiotique du vivant doivent être expédiées aux oubliettes avec la philosophie de l'association, de la coopération, de la solidarité, et, bien sûr, leurs pratiques.

C'est pourquoi ils ont cassé les élans libertaires et conviviaux des années 1960 et 70 sous l'action de leurs "forces spéciales": les entristes (5). Depuis les années 1980, sous prétexte de libéralisme et de libre concurrence, ils cassent méticuleusement les régulations protectrices de la diversité économique et des services publics pour faire place nette à leurs banques, "chaînes", "centrales" et

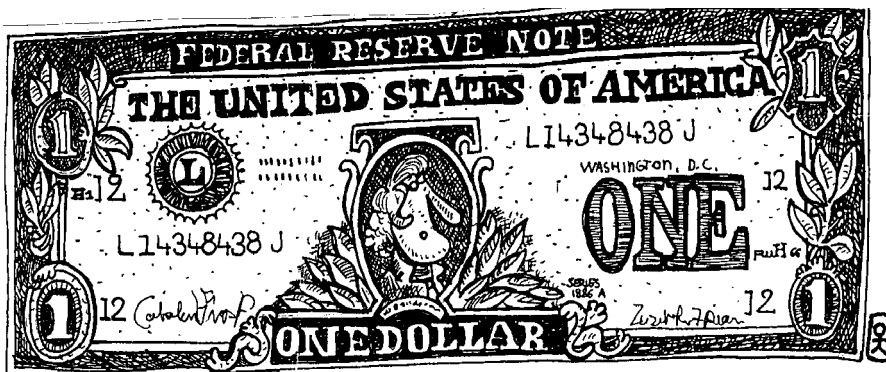
multinationales, en expédiant à l'Assedic les commerçants, les producteurs artisanaux, les métiers de service autonomes. Maintenant, afin d'extraire les derniers sucs de la planète, ils utilisent les mécanismes dissimulés des démocraties représentatives pour piéger les peuples dans ce qu'ils nomment une "négociation" sur la privatisation de tous les services dans le cadre de l'OMC : l'AGCS (accord général sur le commerce des services) (6).

L'objectif de ce nouvel effort est limpide. Il s'agit de passer à la trappe toute pratique et toute notion de service qui ne soient pas commerciales, donc soumises à la logique du profit. Il s'agit d'en finir avec les services publics et, à plus forte raison, avec les "communaux". Le projet est absolument totalitaire. Il vise à mettre hors la loi l'intérêt public, le bien commun et la convivialité des vivants partageant la même biosphère. Car seul doit subsister l'ordre de la compétition commerciale et de la croissance infinie. Un ordre vertical où les profits vont aux mêmes quand tous profitent des destructions généralisées.

Etant allée encore plus loin que ses consœurs dans la logique de la liberté inégalitaire, l'oligarchie étatsunienne a pu percevoir que, comme le communisme autoritaire, son système s'autodétruit dans une débauche d'effondrements sous le poids de l'incompétence et des corruptions. Avec le souci de détourner l'attention vers des ennemis imaginaires, la peur de la violence que leur violence suscite, un début de prise de conscience de leur propre fragilité a peut-être été le facteur déclenchant de ce nouveau pas dans la dérive totalitaire. Toujours est-il que, n'en déplaise aux chantres du capitalisme libéré porteur de paix, ils font une fois de plus la démonstration que la "guerre économique" conduit à la guerre totale. La guerre est en effet le seul état qui permette au système de se maintenir dans un monde de coopération qui lui est antagoniste.

### A contre pied

La plupart des peuples ont dit non à la guerre impérialiste, y compris ceux au nom desquels - exceptés les Etats Unis - les représentations politiques ont appuyé la guerre. Plus clairement encore qu'avec les "choix" imposés par les dictatures économiques et industrielles, l'escroquerie à la démocratie représentative est apparue en pleine lumière. A cet égard, les exemples de la Grande Bretagne, de l'Italie et de l'Espagne sont caricaturaux. En particulier, l'hostilité de la quasi totalité de la population espagnole n'a nullement empêché la majorité des parlementaires de se ranger aux côtés d'un gouvernement inféodé aux Etats Unis. Comme toujours, l'oligarchie efface la démocratie.



Ceci est une arme de destruction massive.

Le "non" des autres gouvernements n'est pas non plus fait pour nous rassurer. Le choix de cette attitude par d'autres impérialismes généralement moins timides est plus révélatrice de la gravité du pathos diagnostiqué chez l'ami américain que de la qualité de la démocratie. Les politiciens d'ici qui ont tenté d'apaiser la crise ne sont pas plus proches de la population. On les connaît depuis trop longtemps et on a bien vu, d'ailleurs, qu'ils ont tout décidé du haut de leur superbe isolement. Pour faire bonne mesure, en dépit de la réprobation quasi générale, ils n'ont pas un seul instant hésité à autoriser le passage des engins portant la mort dans le ciel de France pour se ménager une petite chance de recevoir des miettes de la curée d'après guerre.

La réaction manifestée dans les rues et les forums est-elle à la mesure de la menace ? C'est un bel élan généreux, mais on voit défilier en tête tous ceux qui se sont toujours efforcés de détourner et de récupérer les mouvements sociaux pour affirmer leur dominance et accéder à l'establishment politicien. Même parmi les sincères la question se pose avec acuité: quelle est la portée de l'élan pacifiste ? Est-il de nature à affaiblir la violence dominatrice en sapant ses bases ? Combien ont réalisé que pour débrancher le système guerrier des sources qui l'alimentent, pour porter un coup au projet qui sous-tend cette guerre et en prévenir d'autres, il faut dire non à d'autres choses, des choses auxquelles beaucoup sont peut-être très attachés ?

La plus grande partie des opposants à la guerre est prise au piège de contradictions énormes. Révoltée, elle se refuse encore à voir que les monstres contre lesquelles elle voudrait se dresser sont engendrés par le système auquel elle participe. Quelques-uns en appellent à un sursaut du politique contre l'économisme et son cortège de falsifications d'intérêts et de visées impérialistes. Très bien ! Malheureusement, la question des références et des pratiques n'est guère abordée. Combien remettent en cause les bases culturelles du système ? Combien dénoncent cette façon d'être contre les autres qui est de règle tant dans les entreprises, les partis, la plupart des "associations", les prétendus réseaux alternatifs, que sur les routes ? Pour tout dire, combien perçoivent et condamnent le mépris et la violence forgés par les valeurs antagonistes avec la vie qui ont été réensemencées et forcées à coups d'intrants dès les années 1970 : individualisme, égoïsme, liberté libérale, compétition, prédation, possession, et, au total, domination ? Dans les milieux militants combien ne sont plus fascinés par les falsifications électoralistes de la démocratie ? Pratiquement, combien veillent à combattre les censures, la compromission et la magouille

dégradantes d'abord pour leurs auteurs<sup>(7)</sup> ? Et, tout au fond d'eux-mêmes, combien se sont prémunis contre l'égoïsme qui mène aux dérives nourricières de l'impérialisme ?

À l'inverse, combien cultivent l'ouverture, la recherche et l'échange des expériences, des informations et des idées, la convivialité et la simplicité ? Hum ? Et combien boycottent les gadgets de la civilisation industrielle qui menacent toute vie en renforçant les dominations, comme l'avion et l'automobile ? (...)

La démagogie démocratique ne dissimule plus l'exaspération du délire des oligarchies prédatrices. Il ne leur importe même plus de subir en partie les effets de leurs propres stupidités et de compromettre l'avenir de leurs enfants. Nous vivons un "choc des civilisations", mais pas celui que Samuel Huntington voit par le petit bout de sa lorgnette ! Musulmans, Bouddhistes, Païens, Juifs, Hindouistes, Athées, Bédouins, Iroquois, Bataks, Bretons. ...la diversité des origines, des religions et des cultures ne conduit à l'affrontement que les aliénés par la culture de la domination<sup>(8)</sup>. Pourvu qu'on échappe à l'emprise de celle-ci, la diversité stimule la curiosité, invite à l'ouverture et à l'empathie pour l'ensemble vivant. Nous le vérifions avec les réactions à la guerre impériale, la révolte transcende toutes les nuances pour révéler l'essentiel: nous sommes au paroxysme de la guerre contre la vie, mais l'amour de celle-ci recommence à s'exprimer dans toutes les populations. Cependant, il doit encore faire un gros effort d'analyse pour s'extirper de la camisole de fausse culture tissée par la civilisation impérialiste.

Pour que puisse s'épanouir la civilisation écologiste et conviviale dont l'espoir réunit la plupart des hommes, quelles que soient leurs couleurs et leurs coutumes, le travail sur la conscience doit être accompagné d'une évolution des pratiques pour redécouvrir nos possibilités personnelles et collectives. Difficile ? Pas vraiment; il suffit d'amorcer le mouvement.



Chacun peut déjà s'exercer avec un type d'arme que l'adversaire redoute plus que tout: le retrait. Ne plus gaspiller, économiser, substituer, s'abstenir, désertifier les tribunes et les étals pour légu-

mes qui sont rangés devant, ne pas donner son pouvoir, le reprendre, mesurer les conséquences de chaque geste, restaurer les interrelations et les communaux... Et retrouver le sens de la solidarité et de la stimulation réciproque sans lesquelles on continuera à foncer dans le mur. Voilà la seule grande manifestation qui vaille. Efficace comme ne le sera jamais le bulletin destiné à être conchié dès le dépouillement du scrutin, l'action au quotidien est le moyen d'aider à la victoire de ta civilisation conviviale sur la civilisation impérialiste, par démonstration, persuasion et contagion.

### Alain-Claude Galtié 3 avril 2003

(1) *Une démonstration aurait dû achever de convaincre les sceptiques: Juste avant le déclenchement de la guerre, les "responsables" étatsuniens ont dévoilé l'objet de leur dernière fierté devant la presse internationale: une bombe de 9 t 1/2 d'une puissance comparable à celle d'une "petite" bombe nucléaire. Bien sûr, ils n'ont pas résisté à l'envie de faire admirer les prouesses de leur bébé. Ils l'ont donc fait sauter, mais non pas dans un endroit à peu près désertique comme ils en ont tant, non, ils l'ont fait sauter dans la mer, à quelques encablures de la côte de Floride. ...Sur combien de dizaines de kilomètres à la ronde ont-ils anéanti la vie ?*

(2) *"Renversement et rétablissement de la culture conviviale", Silence n° 248/249/250,*

*septembre, octobre, novembre 1999.*

(3) *"La fausse conscience", Joseph Gabel, Edit. de Minuit 1962, collection Arguments. La fausse conscience est générée par la fausse culture: celle qui métamorphose les sciences en justifications de la domination de la nature.*

(4) *"Guerre à la planète" Ecologie Infos n°399, mars/avril 1991. "Mise à mort et renaissance" Ecologie Infos n°401, 5 décembre 1991.*

(5) *"La liberté démasquée", Courant, n° 111, été 2001. Silence n°272-273/274, juillet/août et septembre 2001*

(6) *Pour plus d'information : Institut pour la relocalisation de l'économie 14, Grand Rue 30610 Sauve, fax: 04 66 77 07 14*

(7) *"Est-ce ainsi que les hommes vivent ?" Alternative libertaire no204, mars 1998 Silence n°233/234, juillet 1998.*

(8) *Huntington a imaginé qu'il était inévitable que l'Occident et l'Islam s'affrontent. Cette vision a rencontré un grand succès outre-Atlantique.*

### Bibliographie:

Max Horkheimer et Theodor Adorno: "La dialectique de la raison", 1944, Ed. Gallimard 1974. Rappelons-nous que Pierre Kropotkine a clairement souligné les enjeux opposant le libéralisme totalitaire et l'association libertaire.

Peut-on simplement pointer du doigt les "responsabilités" des personnes, des banques, et des multinationales dans la grande corruption, sans dénoncer simultanément et fortement le système capitaliste dont les règles implacables conduisent à ces dérives ? Nous ne le pensons pas. Manifestement les auteurs de l'appel ci-dessous s'efforcent, eux, de faire confiance à de simples techniques de régulation. Leur texte présente néanmoins l'immense intérêt de mettre en lumière les délits planétaires quotidiennement perpétrés et qui influencent largement nos vies à notre insu.

# La déclaration de Paris

**La pétition qui suit (Appel de Paris) s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'opacité financière et les paradis fiscaux. La responsabilité des banques occidentales est clairement pointée du doigt, en même temps que celle des multinationales. L'APPEL de PARIS est la suite logique de l'appel de Genève de 1996. Site où signer: <http://www.declarationdeparis.org/signer.php>**

Nous, signataires de cet appel, venus du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest, nous dénonçons les effets dévastateurs de la grande corruption, avec son corollaire, l'impunité.

L'explosion des marchés ouverts a favorisé des pratiques de prélèvements, de commissions et de rétro-commissions, qui se sont développées de manière inquiétante au point d'envahir des secteurs entiers de l'économie. Les activités les plus sensibles sont l'énergie, les grands travaux, l'armement, l'aéronautique et l'exploitation des ressources minières.

Sur ces marchés d'intérêt national, quelques grandes sociétés ont intégré la corruption comme un moyen d'action privilégiée. Ainsi, plusieurs milliers de décisionnaires à travers le monde échappent à tout contrôle.

La grande corruption bénéficie de la complicité de banques occidentales. Elle utilise le circuit des sociétés off shores. Elle profite de la soixantaine de territoires ou d'États qui lui servent d'abri.

## La grande corruption est une injustice.

Elle provoque une ponction de richesses dans les pays du Sud et de l'Est. Elle favorise la constitution de caisses noires ou de rémunérations parallèles à la tête des grandes entreprises. Elle rompt la confiance nécessaire à la vie économique.

Parce qu'elle a atteint parfois le pouvoir, la grande corruption mine les vieilles démocraties occidentales. Elle entrave le développement des pays pauvres et leur liberté politique.

Alors que la globalisation a permis la libre circulation des capitaux, les justices financières restent tenues par des frontières qui n'existent plus pour les délinquants. La souveraineté de certains États bancaires protège, de manière délibérée, l'opacité des flux criminels. Logiquement, les bénéficiaires de la grande corruption ne font rien pour améliorer la situation.

Il convient de tirer les conséquences de cette inégalité devant la loi dont profite la grande corruption. Il est indispensable de rétablir les grands équilibres de nos démocraties. Plutôt que d'espérer une vaine réforme de ces États, il est possible d'inventer de nouvelles règles pour nous-mêmes.

A un changement de monde, doit correspondre un changement de règles.

### Aussi nous demandons :

#### 1. Pour faciliter les enquêtes :

\* La suspension des immunités diplomatiques, parlementaires et judiciaires le temps des enquêtes financières (le renvoi devant un tribunal restant soumis à un vote sur la levée de l'immunité).

\* La suppression des possibilités de recours dilatoires contre la transmissions de preuves aux juridictions étrangères.

\* L'interdiction faite aux banques d'ouvrir des filiales ou d'accepter des fonds provenant d'établissements installés dans des pays ou des territoires qui refusent, ou appliquent de manière purement virtuelle, la coopération judiciaire internationale.

\* L'obligation faite à tous les systèmes de transferts de fonds ou de valeurs, ainsi qu'aux chambres de compensations internationales d'organiser une traçabilité totale des flux financiers, comportant l'identification précise des bénéficiaires et

des donneurs d'ordre, de telle manière qu'en cas d'enquête pénale, les autorités judiciaires puissent remonter l'ensemble des opérations suspectes.

#### 2. Pour juger effectivement les délinquants :

\* L'obligation légale faite aux dirigeants politiquement exposés de justifier de l'origine licite leur fortune. Si celle-ci ne peut être prouvée, elle pourra faire l'objet d'une "confiscation civile".

\* La création d'un crime de "grande corruption", passible d'une peine similaire à celles prévues contre les atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation.

#### 3. Pour prévenir la grande corruption :

\* L'obligation faite aux sociétés cotées de déclarer dans leurs comptes consolidés, pays par pays, les revenus nets (impôts, royalties, dividendes, bonus, etc.), qu'elles payent aux gouvernements et aux sociétés publiques des pays dans lesquels elles opèrent...

\* La compétence donnée à la Justice du pays où est établi le siège social des sociétés multinationales lorsqu'une de leurs filiales à l'étranger est suspectée d'un délit de corruption, et que le pays où est commis le délit ne peut pas, ou ne souhaite pas, poursuivre l'affaire.

\* La mise en place d'une veille bancaire autour de dirigeants politiquement exposés et de leur entourage. Par dirigeants politiquement exposés, nous entendons les hommes et les femmes occupants des postes stratégiques au gouvernement, dans la haute administration et à la direction générale des entreprises privées intervenant dans les secteurs "à risque".

\* Les portefeuilles de titres et les comptes bancaires, des dirigeants politiquement exposés ainsi que ceux de leurs familles proches, ouverts dans leur pays où à l'étranger, sera soumis à une procédure d'alerte lors de tout mouvement important, avec l'instauration d'une obligation pénale de signalement pour les cadres bancaires et les gestionnaires de titres.

Combattre la grande corruption est un préalable à toute action politique authentique. Nous devons restaurer la confiance dans les élites politiques et économiques. A l'heure de la globalisation, la responsabilité de ceux qui nous dirigent est immense. Elle doit échapper au soupçon, pour permettre l'espoir.



# On a eu chaud !

(mais la suite fait froid dans le dos...)

L'hécatombe de personnes âgées provoquée par la canicule de cet été est pleine d'enseignements. Sur le présent, le passé aussi bien que sur l'avenir. Certains n'ont qu'une valeur rétrospective ; d'autres une valeur prospective. Saurons-nous les entendre ?

## Le cynisme de nos gouvernants

La manière dont la crise sanitaire a été gérée (ou plutôt ne l'a pas été) au plus niveau gouvernemental en dit long sur le cynisme qui y règne. Face à l'annonce de la catastrophe, grandissante de jour en jour, « nos » gouvernants ont réagi en trois temps, selon un scénario désormais bien éprouvé.

Premier temps : « Circulez, il n'y a rien à voir ! » Autrement dit, la dénégation pure et simple de la réalité et la mise en accusation des soi-disant Cassandre que seraient les médecins des services d'urgence des hôpitaux tirant le signal d'alarme et des journalistes relayant leurs mises en garde et leurs appels au secours.

Deuxième temps : « C'est pas ma faute ! » Autrement dit, la négation des responsabilités gouvernementales dès lors que la catastrophe atteint un niveau tel qu'il est devenu impossible de faire comme si de rien n'était. On avait déjà eu droit au fameux « responsable mais pas coupable » de Georgina Dufoix à propos du scandale du sang contaminé par le VIH. Cet été, « notre » ministre de la Santé a franchi un degré supplémentaire dans le genre en se déclarant « ni responsable ni coupable ». Du moins cela nous aura-t-il confirmé ce que nous savions depuis longtemps : nous sommes gouvernés par des irresponsables !

Troisième temps : « La situation est sous contrôle. » Autrement dit « communiquer » (comme disent les publicitaires) et « gesticuler » (comme disent les militaires) pour rassurer le bon peuple, lui faire oublier et tout ce qui a été fait pour provoquer la catastrophe ; et tout ce qui n'a pas été fait pour l'éviter ; et surtout tout ce qui ne sera pas fait pour en prévenir la répétition. Du moins le temps que la machine à amnésie et à amnistie, que constitue le rouleau compresseur médiatique damant quotidiennement les esprits, ait fait son œuvre.

Car, dans le fonds, des 12 000 à 15

000 petits vieux que la chaleur a fait mourir cet été (quelquefois dans des conditions indignes) ou dont elle a tout simplement abrégé la vie, nos gouvernants s'en foutent comme de l'an quarante. Non seulement les morts ne votent pas (sauf quelquefois en Corse) ; mais, en plus, quelle aubaine ! Ne vient-on pas de nous expliquer, pendant tout le premier semestre de cette année, que l'allongement de l'espérance de vie était une catastrophe ; que, passé l'âge de la retraite, vivre vieux allait devenir un luxe que tout le monde ne pourrait plus se payer ? Il faut croire que Dame Nature, dans son infinie sagesse, a entendu et compris la rengaine néo-libérale de Raffarin, Fillon, de Seillière et compagnie ; et qu'elle nous a indiqué la voie à suivre : puisque ces salauds de vieux grèvent le budget de l'assurance vieillesse en s'entêtant à continuer à vivre, il faut souhaiter qu'ils crèvent au plus vite ! C'est là sans doute la pensée inconsciente sinon secrète de « nos » gouvernants ; la seule en tout cas qui soit dans la logique de l'idéologie mortifère qui est la leur.

Si on en voulait la preuve, on la trouverait dans les deux chiffres suivants. Le gouvernement a débloqué à peine une cinquantaine de millions d'euros pour améliorer les différentes structures d'ac-



cueil des personnes âgées (maisons de retraites, section de long séjour des hôpitaux, etc.) ; tandis qu'il a débloqué dix fois plus pour l'indemnisation des éleveurs dont le cheptel a été victime de la sécheresse. Visiblement la mort en masse des poulets élevés en batterie est prioritaire sur celle des personnes âgées. C'est que, dans un cas, c'est un capital qui a été détruit ; alors que, dans l'autre, ce n'est même plus une force de travail qui a été supprimée !

## La dégradation des services publics et des équipements collectifs

La même catastrophe a également servi de révélateur de l'état de pénurie et de dégradation des services hospitaliers en général et des services des urgences en particulier. Pénurie en personnels surtout mais aussi en matériels, en locaux aussi bien qu'en équipements de soins.

La dégradation de la situation ne date pas d'hier. Voici près de vingt ans que la médecine hospitalière est soumise à un régime d'austérité budgétaire, qui s'est traduite par des compressions de personnels (essentiellement sous la forme de non-remplacement de départs à la retraite), de fermeture d'établissements et de services (sous prétexte de rationalisation de la carte hospitalière), etc. Ce n'est jamais là qu'un aspect particulier de la politique néo-libérale visant, sous couvert d'une réduction des prélèvements obligatoires, à réduire le coût global de reproduction de la société et, tout particulièrement, la partie de ce coût qui pèse sur le capital et les revenus qu'il engendre. Politique dont les effets se font sentir dans bien d'autres domaines tels que le logement social et l'enseignement par exemple.

Evidemment, pareille politique néo-libérale conduisant à la dégradation des services publics et des équipements collectifs affecte très inégalement la population. Elle frappe bien davantage les catégories populaires que les catégories aisées ou riches, qui peuvent toujours pallier la dégradation en question en se payant des services ou des équipements privés. Elle affecte aussi tout particulièrement les personnes âgées, parce que, dans leur cas, la pénurie relative grandissante d'équipements et de services publics s'accompagne d'une diminution des modes privés (notamment familiaux) de prise en charge, qui faisaient (et font encore) en fait reposer essentiellement le poids de cette dernière sur les femmes (épouses, filles, belles-filles, voisines, etc.)

Rien n'est plus symptomatique de ce point de vue là que le destin de l'allocation personnelle d'autonomie (APA) mise

en place au 1<sup>er</sup> janvier 2002, en remplacement de l'ancienne prestation spécifique de dépendance (PSD) totalement insuffisante. Prévoyant au départ des conditions d'attribution plus large et un niveau d'allocation supérieure à cette dernière, l'APA a vu durcir les unes et restreindre l'autre, le tout sous l'effet d'une dérive financière imprévue due moins à l'absence d'information des pouvoirs publics qu'au peu de cas qu'il faut de cette question. Là encore, les vieux sont devenus un point mort bien encombrant pour les vivants. Comment pourrait-il en aller autrement dans une société qui exalte la jeunesse, tout en en condamnant une partie à «la galère» de la récurrence du chômage et des «*petits boulots*», et dans laquelle un cinquantenaire est déjà suspecté de n'être plus assez productif ? C'est-à-dire dans laquelle le droit à vivre se mesure très exactement à la nécessité et à la possibilité de contribuer à la valorisation du capital.

## Ils ne sont plus cotés à l'argus du Capital :

A LA CASSE  
LES P'TITS VIEUX



Illustration de l'édito du n°144 d'ACC (avril 2003)

## Un avertissement sans frais (ni fraîcheur d'ailleurs)

Mais le plus important et le plus significatif en même temps n'est ni dans le cynisme de nos gouvernants; ni même dans le bilan accablant que l'on peut dresser de plus de vingt ans d'austérité néo-libéral. Il est évidemment dans la confirmation (s'il en fallait une) que nous sommes bel et bien entrés dans une phase de changement climatique planétaire ; mais aussi de ce que personne (ou presque) ne veut en tirer les conséquences qui s'imposent.

Ce qui s'est passé cet été n'est qu'un avant-goût de ce qui nous attend dans les prochaines décennies. Car cet épisode caniculaire exceptionnel s'inscrit, bien évidemment, dans la tendance maintenant clairement repérée au réchauffement de l'atmosphère. Les cinq années les plus chaudes que l'on ait connues depuis que l'on enregistre les températures s'échelonnent de 1990 à nos jours. Et la tendance va se poursuivre et s'aggraver tout simplement parce que rien ou presque n'est fait pour la contre-carrer et encore moins l'inverser.

Les engagements pris par les gouvernements à la suite des conférences de Rio (1992), de Kyoto (1997) et d'Amsterdam (2002) en matière de réduction des émissions de gaz à effets de serre sont insuffisants. Sans compter que, rentrés chez eux, nombreux sont ceux parmi eux qui les oublient purement ou simplement ; ou qui tentent de les contourner par différents subterfuges. Et sans même évoquer le cas du principal pollueur de la planète, les Etats-Unis, qui sont à ceux responsables du quart des rejets mondiaux de gaz à effet de serre, mais dont l'administration actuelle a récusé tous ses engagements antérieurs.

Mais ce ne sont pas seulement les gouvernements qui sont ici en cause. C'est tout un système socio-économique, le capitalisme, avec le productivisme inhérent à sa logique de reproduction élargie du capital ; avec surtout son absence de pilotage du procès social de production. Le tout générant une déséconomie, une gabegie de travail vivant et de travail mort incroyable. Pensons seulement à la présence sur nos autoroutes de ces cohortes de camions, certains venus du fin fond de l'Europe (Lituanie, Ukraine, Portugal, Turquie): sous prétexte de permettre aux entreprises de fonctionner en flux tendus, ce sont les stocks que l'on fait circuler en permanence, le tout en brûlant des milliards de barils de pétrole brut.

Et, au-delà des modes de produire induits par le capitalisme, ce sont aussi nos modes de consommer qui sont ici en cause. Pensons par exemple à l'impérialisme de la circulation automobile qui engorge les rues de nos villes et qui les rendent souvent invivables. Certes, c'est d'abord le capitalisme qui nous les impose. Mais nous nous sommes tous à ce point-là habitués à eux que nous avons énormément de peine à imaginer d'en changer. Et pourtant, cela sera nécessaire si nous ne voulons pas que se produisent dans l'avenir des catastrophes au regard desquelles ce qui s'est passé cet été n'aura été qu'un simple incident de parcours.

Alain Bihr

## Immigration : Sarkozy tripatouille la double peine mais ne l'abroge pas

La double-peine est de retour sur la scène à l'initiative d'un ministre Sarkozy qui trouve là un vernis humanitaire à son image sécuritaire. Le projet de loi du gouvernement aménage la double-peine principalement pour 3 catégories d'étrangers : ceux qui sont arrivés avant l'âge de 13 ans (pourquoi pas 14, 15, 16 ans...), ceux qui sont présents régulièrement depuis plus de 20 ans, et ceux qui présents depuis 10 ans régulièrement sont mariés depuis 3 ans avec un ressortissant de nationalité française ou ayant un enfant français avec les mêmes obligations que pour les conjoints de français.

Pour ceux là, ils ne pourront plus faire l'objet d'une double-peine...sauf si ("comportement de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de l'Etat, activités à caractère terroriste, ou constituant des actes de provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence en raison de l'origine ou de la religion des personnes - article 26, et "infractions en matière de groupes de combat et de mouvements dissous(...), infractions en matière de fausse monnaie - art. 38)

Pour les autres catégories, rien ne change fondamentalement. En clair c'est le saucissonnage des catégories protégées et le maintien de la double-peine qui est la règle. L'annonce d'une abrogation pour certaines catégories est un mensonge. Le gouvernement Raffarin maintient donc cette discrimination en l'amputant des cas les plus extrêmes (nés en France, 20 ans de présence, familles franco-étrangères...). Et encore le projet de loi doit maintenant passer dans les filets de la navette parlementaire et là, va savoir...

A propos des personnes touchées antérieurement à la loi, c'est la loterie. Entre ceux qui sont en prison, sans papiers et/ou au bled, ils auront 365 jours pour tenter leur chance. Il y aura les bons et les mauvais double-peine et le couvercle se refermera...jusqu'à la prochaine révolte. C'est ainsi, quelles que soient les déclarations des uns et des autres, l'année prochaine le discours à la mode sera "vous n'allez pas nous emmerder avec la double-peine, on a déjà donné". Comme si il s'agissait de mendicité et non pas de conquête pour l'égalité point barre.

Tiré de l'Echo des Cités, journal du mouvement de l'immigration et des banlieues, numéro spécial été 2003

**MIB, 45 rue d'Aubervilliers, 75018 PARIS**

Tel 01 40 38 06 53

courriel : mibmib@free.fr

<http://mibmib.free.fr>

# Une si tenace atmosphère de jacquerie

(suite)

**Ce texte poursuit, pour la terminer, l'analyse des facteurs idéologiques qui ont contribué à l'échec du mouvement social de mai-juin 2003, en particulier ceux qui ont bridé son élargissement et son approfondissement. Dans le prochain numéro, nous nous efforcerons d'identifier les forces de ce mouvement, ses acquis qui pourront servir de leviers dans les luttes à venir.**

La transformation des conditions économiques a bouleversé la donne sociale : le passage d'une période de luttes offensives à une période de luttes défensives a littéralement inversé les positions. C'est donc à fronts renversés que s'engage aujourd'hui le combat syndical. Ce qui hier servait à bloquer les luttes sociales - les avantages catégoriels - déterminent aujourd'hui les bases de la mobilisation; et ce qui hier constituait le moteur de la lutte, l'universalisation de la situation salariale, définit aujourd'hui les termes de la défaite. Car il s'agit de procéder à l'araselement progressif et exhaustif de tout avantage collectif particulier : d'abord pour briser les solidarités des collectifs de travail, ensuite pour homogénéiser la situation salariale des travailleurs, enfin pour aviver la logique concurrentielle entre les travailleurs eux-mêmes à travers "l'individualisation des carrières et des salaires" ! C'est désormais à la CFDT de manger son pain blanc, elle qui a toujours milité

contre les intérêts catégoriels, pour l'intérêt général du salariat et au nom de l'autonomie de l'individu et de l'épanouissement personnel de chaque travailleur. Le discours et les orientations peuvent rester les mêmes, leur mise en œuvre dans un environnement inversé contribue désormais au renforcement de l'exploitation et de l'aliénation. Un seul régime de retraite pour tous les travailleurs, soit - mais le plus défavorable : 40 ans pour tous! Un alignement des régimes d'assurance chômage, soit - mais à l'image des intermittents, un alignement par le bas, sur le modèle des intérimaires! L'autonomie du travailleur, soit - mais sous la forme de son isolement; sa responsabilisation, certes - mais avec pour conséquence le stress d'une responsabilité individuelle toujours incriminée et la culpabilisation par l'évaluation permanente de ses insuffisances.

## A fronts renversés

On pourrait d'ailleurs remonter d'un cran dans l'analyse en relevant l'adéquation entre les doctrines syndicales réformistes et les formes d'organisation du travail, dont elles ne sont finalement que la formulation idéologique syndicale. Leurs contenus revendicatifs sont ainsi déterminés par l'organisation même du travail. Ainsi, à l'époque où la division technique du travail accentuait la segmentation de la production, valori-

sait la distinction entre les métiers (les savoir-faire professionnels), correspondait en écho un réformisme syndical, le corporatisme, visant à l'amélioration de la reconnaissance de ces spécificités. A l'inverse, à une époque où la rhétorique managériale s'échine à dissimuler les hiérarchies professionnelles, valorise polyvalence et mobilité, s'efforce d'investir chaque travailleur, derrière l'illusion de son autonomie, de la responsabilité d'ensemble du bon fonctionnement de la production le réformisme syndical est porté à assumer au nom de l'intérêt général du salariat l'intérêt général de l'économie. Ce qui conduit nos braves militants cédétistes à substituer deux fois à leur point de vue de salariés le point de l'économie capitaliste, à nier deux fois leur situation de salariés : d'abord dans leur activité professionnelle; ensuite dans leur activité syndicale. Bref, à se faire entuber deux fois par le Capital !!!

Pendant ce temps bien sûr, les véritables corporatismes, ceux des oligarchies patronales ou bureaucratiques, ceux des castes financières et politiques, poursuivent leurs basses besognes et prospèrent en toute quiétude; obtenant même, à travers le statut sur les lobbies, la légitimation institutionnelle de leur activité. Mais ceci importe peu au cédétisme qui préfère au nom de l'équité, cette autre nom de l'égalité par le bas, reprendre le discours convenu sur les "privilèges" et "les privilégiés" du salariat! (Sans compter que ses directions - passées, présentes et à venir - ne connaissent ni état d'âme ni scrupule à prendre part à la curée - cf le texte ci-contre : "*On est jamais mieux servie que par soi même*")

## Votre défaite justifie notre désespérance

Dans les relations qui se nouent entre les différentes catégories de salariés, les agents du public auraient pu, en engageant la lutte contre la réforme des retraites, reprendre à l'adresse des autres travailleurs l'appel des ouvriers de la Commune de Paris aux paysans français : "*Notre victoire est votre seule espérance*". Il semble malheureusement, qu'à la suite des paysans d'alors, les salariés d'aujourd'hui (y compris ceux au chômage) aient fait cette réponse aux personnels en grève : "*Votre défaite justifie notre désespérance*"; et pour une minorité d'entre eux cette autre, plus sordide encore : "*Votre défaite réjouit notre désespérance*."

## On n'est jamais mieux servi que par soi même

C'est au nom de l'égalité entre les salariés que la CFDT a toujours dénoncé les privilèges et rentes de situation de certaines catégories de travailleurs. A une réserve près semble-t-il : ses propres dirigeants. Dans son numéro du 3 juillet 2003, Politis relève ainsi une série de postes que se sont vus attribuer plusieurs dirigeants cédétistes dans l'une des banques les plus cossues de France : la Caisse des Dépôts et Consignations.

Notat a dirigé l'Agence de notation de la CDC (Arese) avant de fonder sa propre agence privée, Vigeo - dont le principale actionnaire est? La CDC! Edmond Maire a pris la tête, pour la privatiser de la filiale tourisme social de la CDC: VVF. Patrice Garnier, conseiller d'E. Maire, préside aujourd'hui une holding de différentes filiales de la CDC.

Avec la nomination de Jean-Marie Spaeth, dirigeant en exercice de la CFDT, président de la CNAM, comme conseiller du directeur de la branche retraite de la CDC, les relations changent de nature. La CDC est en effet un gestionnaire important des régimes d'assurance sociale (retraites, complémentaires santé, institut de prévoyance...). Elle est ainsi appelée à intervenir dans la mise en place des fonds de pension prévus par la loi Fillon. En 2002 déjà, une manoeuvre concertée en CDC, CFDT et gouvernement avait permis de maquiller en fonds étiques les fonds d'épargne salariale créés par la loi Fabius. On peut s'attendre à la répétition à grande ampleur de l'opération dans les temps qui viennent. En comptant sur nos bons apôtres du "syndicalement correct" et du "désintéressement militant" pour ne pas se sucrer au passage et n'agir qu'en fonction de l'intérêt général des salariés !



Car au fond, c'est un fatalisme, désabusé et le plus souvent aigri, qui marque dans les conditions actuelles de son exploitation, le salariat occidental. Il procède d'un renoncement, celui d'une critique de l'idéologie capitaliste actuelle; il justifie la capitulation "préventive" à toutes les luttes sociales et se justifie ensuite de la longue série de défaites dont il est porte une responsabilité majeure; il nourrit le sentiment d'impuissance du salariat et ne lui laisse entrevoir que deux lignes de fuite également closes, deux horizons d'action également nihilistes. L'arrivisme hargneux et morbide de la poignée des plus cyniques, obnubilés par leur intégration hiérarchique, marqués par une boulimie consumériste assez abjecte, animés de cet égoïsme, individuel et néo-libéral du "Moi d'abord", "Moi seulement" qui contient en germe cet autre égoïsme, collectif et néo-fasciste d'un "Les Français d'abord", "Les Français seulement". La révolte désespérée du plus grand nombre lorsque le cours des choses les accule au bord du précipice; celle qui surgit à travers les comportements suicidaires de ces prolétaires (salariés de Cellatex, intermittents du spectacle, Khaled Kelkal) convaincus par l'idéologie capitaliste présente de l'équivalence entre "ne rien avoir à perdre" et "ne rien avoir à gagner". A l'exacte opposé du communisme révolutionnaire dont l'esprit est tout entier contenu dans les dernières lignes du Manifeste : "Ce n'est pas sans raison que les classes dominantes tremblent devant la menace d'une révolution communiste. Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner".

C'est avec fatalisme donc, que la majorité du salariat accueille l'annonce du Plan Fillon-Chérèque et se résigna, tout en la déplorant, à cette nouvelle régression sociale qu'il contenait. C'est cet état d'esprit - fatalisme et amertume, défaitisme et rancœur - qui détermine les illogismes d'une "opinion publique sondée" qui, en même temps qu'elle dénonce le caractère antisocial du projet gouvernemental juge inélectable voire nécessaire sa mise en œuvre; qui, en même temps qu'elle stigmatise le corporatisme des grévistes est prêt à reconnaître la légitimité de leur combat. Cette ambivalence, déroutante de prime abord, c'est le sentiment d'impuissance collective du salariat qui seule peut l'expliquer. L'immense majorité des travailleurs isolés qui ont ou non un emploi, se voit le plus souvent dans l'incapacité de prendre la moindre initiative sociale ou simplement de se joindre à la moindre action concertée. Ses jugements sont donc essentiellement déterminés par sa position d'être affectée par des décisions qui lui échappent et sur lesquelles elle n'a aucune prise - ou plutôt sur lesquelles elle est convaincue ou a préféré se convaincre qu'elle n'avait aucune prise!

Ce n'est qu'à partir du moment où il redécouvrira qu'il a plus à gagner qu'à perdre dans la lutte sociale; que ce qu'il risque de perdre (son immobile quiétude quotidienne, ses jouissances matérielles, ses éventuelles positions hiérarchiques, ses perspectives de carrière) sont de peu de valeur au regard de ce qu'il a à gagner (une vie fondée sur d'autres valeurs, une existence sociale organisée sur d'autres principes); ce n'est qu'en acceptant les risques et contraintes d'entrer à nouveau dans l'action sociale, c'est à dire de prendre part à la réalisation de sa propre histoire et de l'orienter selon ses objectifs et ses intérêts collectifs, que le salariat - en tant que classe sociale - résoudra ses contradictions internes. Mais là encore, c'est une question structurante de notre époque - celle du rapport à l'agir historique du salariat des sociétés occidentales actuelles et des conditions (objectives et subjectives) qui déterminent cet agir - qu'il est impossible de traiter dans le cadre de cette chronique du mouvement de mai-juin 2003!



## Aux personnes qui ont répondu aux appels à "soutenir René Riesel"

De France et de quatre autres pays, plus de 300 personnes ont donné suite aux appels diffusés fin 2002, et permis à l'association 1901 "Contre l'obscurantisme scientifique et le despotisme industriel", créée dans ce but, de réunir finalement près de 25 000 euros. La somme permet de couvrir la totalité des conséquences pécuniaires de mes condamnations, amendes, dommages et intérêts et frais de justice. Le reliquat sera utilisé pour couvrir les premiers frais du dernier procès dans lequel je me trouve impliqué à Namur à l'automne.

Quelles qu'aient été leurs raisons (car je ne me dissimule pas que ce résultat réconfortant n'implique nullement le parfait accord de tous avec les positions que j'ai soutenues dans cette tentative d'opposition à de récents progrès de la non vie) je remercie chacun de ceux qui ont manifesté leur solidarité, quand bien même celle-ci ne me reconnaît que l'incongruité d'être demeuré un peu digne et cohérent tout au long de ces escarmouches.

Je regrette de n'avoir pas pu répondre en particulier à toutes les approbations ou objections, parfois ardentes, qui accompagnaient fréquemment ces dons de braise. Mais j'ai essayé de n'en oublier aucune en rédigeant le petit livre que vous trouverez sous ce plu à titre de contre-don.<sup>1</sup>

Cordialement

René Riesel

PS : « Je me suis rendu le 8 août 2003 à la convocation de la juge de l'application des peines de Mende. Elle m'a informé que, les remises de peines du 14 juillet s'appliquant pour les condamnés non encore incarcérés à chacune des peines prononcées, je bénéficiais de deux réductions de deux mois, ce qui, s'ajoutant à la non-révocation par le tribunal de Montpellier de la moitié du sursis d'Agen, ramène les deux condamnations cumulées à six mois ferme (Agen, huit moins quatre moins deux ; Montpellier, six moins deux). J'ai décliné les aménagements de peine proposés par le magistrat et demandé à être incarcéré le 1er décembre 2003, afin de pouvoir assister à la dernière audience du procès de Namur, ce qui m'a été accordé. Je pense demander la liberté conditionnelle à mi-peine comme la loi française l'autorise

<sup>1</sup> Note de ACC : Il s'agit du dernier ouvrage de R. Riesel, Du progrès dans la domestication, Encyclopédie des Nuisances, 2003 (Adresse 80, rue Ménilmontant, 75020 Paris)

(a suivre)

Dans le cadre de nos échanges avec la revue "Alternative Libertaire", nous publions ci-dessous un texte paru dans le n°121 (septembre 2003) de ce mensuel. "Alternative Libertaire" (Site : [www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org) Abonnement un an : 25 euros. Chèque à l'ordre d'"Alternative libertaire" BP 177 75967 PARIS cedex 20) est aussi disponible dans les maisons de la presse des villes grandes et moyennes, ainsi que dans les gares parisiennes.

## Redistribuer les richesses

# Donner un sens politique aux luttes sociales

**Dénoncer l'accaparement des richesses produites par le capital prédateur, c'est dénoncer tout un système de pouvoir qui bannit aujourd'hui les moindres principes démocratiques du champ économique. Pousser au bout cette logique amène à poser la question d'une rupture avec le capitalisme.**

Poser la question d'une autre répartition des richesses, c'est aussi poser la question du pouvoir. Pour reprendre une expression de l'économiste Bernard Maris dans *Charlie Hebdo* pendant les grèves de mai-juin 2003, les richesses, c'est comme un gâteau dont on répartit les parts. «*Le tout est de savoir qui tient le couteau*».

En soi, l'objectif d'une redistribution des richesses n'est pas révolutionnaire. Il ne présuppose pas une transformation socialiste, et on peut tout à fait imaginer un capitalisme qui intégrerait un haut niveau de protection sociale et de rémunération des travailleur(se)s – donc une « meilleure » répartition des richesses produites – sans remettre en cause l'ordre social. Il n'y a qu'à comparer les capitalismes suédois et brésilien. L'expression même de « redistribution des richesses » n'est d'ailleurs pas idéale puisqu'elle suppose qu'une part, même moindre, de la richesse produite par les travailleur(se)s, soit reversée à une classe capitaliste dont la fonction dans la société est parasitaire.

### Une revendication unifiante

Mais la valeur d'une revendication ne réside pas nécessairement dans sa radicalité, qui lui donnerait un caractère « réformiste » ou « révolutionnaire » ; une revendication sert aussi à tracer des perspectives d'action. Et dans un contexte d'affaiblissement du mouvement ouvrier et d'éclatement du salariat, l'objectif d'une redistribution des richesses joue un rôle unifiant en donnant une cohérence d'ensemble aux revendications parcellaires : hausse des salaires, maintien d'un système de retraite par répartition, réduction du temps de travail, résorption de la précarité, réquisition des logements vides, etc. : tout cela participe d'une même logique et est dirigé contre un même adversaire, le capital prédateur. L'explicitier, c'est donner un sens anticapitaliste à ces différentes revendications et aspirations.

En pratique même, avoir la redistribution des richesses comme fondement des logiques revendicatives, c'est s'éviter des erreurs d'appréciation, comme par exemple de croire que les lois Aubry sur les 35 heures étaient « de gauche » alors qu'elles avaient pour principe de ne pas rogner sur les profits des entreprises... Des mesures profitables au travail doivent coûter cher au capital : vouloir biaiser avec cette loi d'airain relève de l'utopie social-démocrate.

### Communisme libertaire

Une répartition égalitaire, dans la durée, des richesses produites implique l'expropriation des capitalistes et la réorganisation de l'économie (et de toute la société) sur la base d'un projet socialiste :

1. socialisation des moyens de production et de distribution des biens ;
2. autogestion des entreprises par ceux et celles qui y travaillent ;
3. planification autogérée de la production.

La propriété sociale des grands moyens de production (usines) et de distribution (grands magasins) mettra fin au désordre généré par l'économie de marché en faisant prévaloir l'intérêt général sur les intérêts privés. En substituant un développement économique

maîtrisé à la fuite en avant capitaliste, la socialisation permettra notamment de mettre fin au gaspillage des ressources naturelles et à l'insécurité sociale.

Si les entreprises seront la propriété de la collectivité, l'organisation du travail et de la production à l'échelle locale reviendra elle aux travailleur(se)s concerné(e)s. L'autogestion permettra une transformation du travail en profondeur, notamment la disparition du travail à la chaîne, parcellisé, et la remise en cause de la séparation/hierarchie entre travail manuel et travail intellectuel.

La planification autogérée, qui nécessitera la mise en place d'organismes appropriés, mettra en corrélation les besoins exprimés et les capacités productives. Elle devra permettre de dépasser ou d'anticiper les possibles contradictions entre les exigences de consommation et la volonté de désaliéner le travail.

Nous n'avons que faire des logiques gestionnaires, des aspirations à « préserver les grands équilibres économiques », les compromis et l'ordre social. « Tout est à nous, rien n'est à eux », ce simple slogan résume la logique qui nous porte, des revendications immédiates à un projet de transformation sociale.

**Guillaume Davranche (AL Paris-Sud)**

## Un projet de société communiste libertaire

**Alternative libertaire** édite à nouveau : "**Un projet de société communiste libertaire**".

Huit années de réflexion collective avaient été nécessaires à la rédaction de ce texte qui répond à sa mesure, dans son élaboration même, à une exigence libertaire : que les premier(e)s intéressé(e)s – les travailleur(se)s – eux(elles)-mêmes définissent le socialisme tel qu'ils/elles l'entendent, en fonction de leurs pratiques concrètes de lutte, sans s'en remettre exclusivement à l'expertise de quelques penseurs.

Une recherche indispensable à tous celles et ceux qui ne veulent pas se contenter de résister au système actuel, mais pensent qu'il faut le transformer radicalement : penser son action, mettre en œuvre sa pensée, c'est une préoccupation pour tout(e) militant(e) révolutionnaire. Un projet de société communiste libertaire apporte des réponses en terme d'engagement au quotidien, mais aussi et surtout de finalité révolutionnaire.

Il dit ce que sont le fédéralisme, l'autogestion, la démocratie, la planification et pour quel modèle de développement **Alternative libertaire** a décidé d'opter...

• Un Projet de société communiste libertaire. 92 pages, 10 euros. Conditions de commande identiques à celles de l'abonnement (voir ci-dessus).

# De la "neutralité"

Les OGM : des organismes dangereux ? Allons donc ! N'ont-ils pas la caution des instituts scientifiques ! On sait que le moratoire sur ces organismes génétiquement modifiés est en passe, s'il ne l'est déjà à ce jour, d'être levé. Exit le principe de précaution.

Selon un rapport de l'Académie de médecine du 12/12/02 les OGM ne présentent aucun danger et s'en priver, c'est se priver de retombées positives dans le traitement des maladies.

Le lendemain, 13/12/02, c'est autour de l'Académie des Sciences d'entrer en lice, affirmant, dans un rapport également, que les OGM peuvent apporter de nombreux bienfaits en matière d'alimentation, notamment dans les pays en proie à la famine. Vieille rengaine ! Nos politiques aussi sont entrés dans l'arène : Roselyne Bachelot (Ecologie), Claudine Haigneré (Recherche) annonçaient le même jour la prochaine discussion sur la levée du moratoire.

Cette concomitance pourrait interpeller des esprits chagrins. Informons-les, alors que ces Académies auréolées du prestige de la connaissance, assurent le renouvellement de leur personnel par cooptation des nouveaux membres par les anciens issus de l'Industrie, de sorte que au fil du temps elles se trouvent aux mains des anciens scientifiques de la grande industrie pharmaceutique, énergétique... (ELF, Rhône Poulenc, EDF, CGE...). Ces soit-disant experts peuvent-ils vraiment faire preuve de neutralité quand ils ont émargé, émargent peut-être encore, au listing des entreprises dont l'objectif est de faire le forcing pour envoyer leurs produits sur le marché ?

Rappelons qu'en 1994, ces mêmes Académies avaient nié la nocivité des dioxines, ainsi que, en 1995, celle du pyralène. Elles ne sont en fait, sous couvert de la Science toujours présentée comme neutre, que le faire-valoir des puissants lobbies industriels, sortant un rapport quand, dans le public, ça commence à ruer dans les brandards.

Ce type de propagande n'est pas sans rappeler le rapport de la Cour des Comptes qui, au printemps, alors que les pouvoirs publics supprimaient les remboursements de nombre de médicaments consommés par les personnes âgées (tensions, sucres, graisses), prétendaient découvrir, tout à coup, que les "anciens" ne consommaient que la moitié des médicaments prescrits. Devinette : qui nomment ces valeureux conseillers, neutres et indépendants, cela va de soi ?

On pourrait aussi faire une analogie avec ce qui se passe depuis des décennies dans le nucléaire où les experts en sûreté sont à la fois juges et parties.

La non information - délibérée sur des sujets aussi sensibles - et malheureusement une certaine passivité des populations permettent, hélas ! de telles pratiques servant des intérêts privés avant l'intérêt général, au mépris trop souvent des plus élémentaires précautions. Et les actions directes minoritaires sont bien insuffisantes à endiguer cette façon de faire: José Bové en sait quelque chose !

Référence : le revue "Silence" n°293 (février 2003), page 19.

Le texte ci-dessous est paru dans "Mission Service Public" n°2 (Mai 2003 2,70 euros); cette publication est disponible en kiosque (Mission Service Public 2 bis rue Dupont de l'Eure 75020 PARIS)

## Allemagne :

### Haro sur l'autonomie régionale

En Allemagne, où les Länder (régions allemandes), jouissent de l'essentiel des prérogatives en matière d'éducation, le gouvernement a lancé, le 25 juin dernier, un programme baptisé "Avenir, éducation et encadrement." D'une portée globale de 4 milliards d'euros, le programme vise à soutenir les Länder dans le développement d'écoles ouvertes toute la journée, dont le nombre est largement insuffisant. A l'horizon 2007, 10 000 écoles supplémentaires ouvertes toute la journée verront le jour.

Au moment même où la France s'oriente vers un pouvoir accru des collectivités territoriales, l'Allemagne renforce la centralisation de l'éducation. Objectif : lutter contre les inégalités criantes mises à jour dans les différents Länder. A l'origine de cette remise en question du modèle allemand, la publication des résultats d'une étude internationale baptisée Pisa (Programme international pour le suivi des acquis), réalisée en 2001, qui effectue une comparaison des systèmes éducatifs des pays de l'OCDE. Résultat: le système éducatif allemand figure dans le peloton de queue de l'étude. L'annonce a provoqué un véritable électrochoc en Allemagne. Le gouvernement allemand n'a pas tardé à réagir en incriminant la diversité des programmes scolaires, du cursus du secondaire, de la formation des enseignants ou encore les dépenses inégales en fonction des Länder. Ainsi, la Poméranie Occidentale, un Land situé dans l'ancienne RDA, ne dépense annuellement que 3 900 euros par élève quand la région de Brême investit 5 700 euros. Pour lutter contre ces inégalités, la conférence des ministres de l'Education des Länder, avec la bénédiction du ministère de l'Education allemand, a élaboré des Standards pour l'Abitur (baccalauréat) et le brevet des collèges. Et s'est engagée dans une politique d'harmonisation des matières. Jusqu'à présent, les épreuves du baccalauréat étaient centralisées dans six Länder seulement. Dans les dix autres, les enseignants déterminaient eux-mêmes les sujets, avec l'aval du ministère de l'Education. En Allemagne, l'heure est désormais à l'uniformisation du système éducatif.

E.M.

## Site "Culture et Révolution"

Le site "Culture et Révolution" (<http://culture.revolution.free.fr>) a été créé par un petit groupe d'amis aux convictions internationalistes et révolutionnaires fortes, qui estiment qu'il est nécessaire de lire ou de relire certaines oeuvres historiques, philosophiques ou politiques pour se dégager des conformismes de tous ordres, des stéréotypes de pensée et des perceptions étroites.

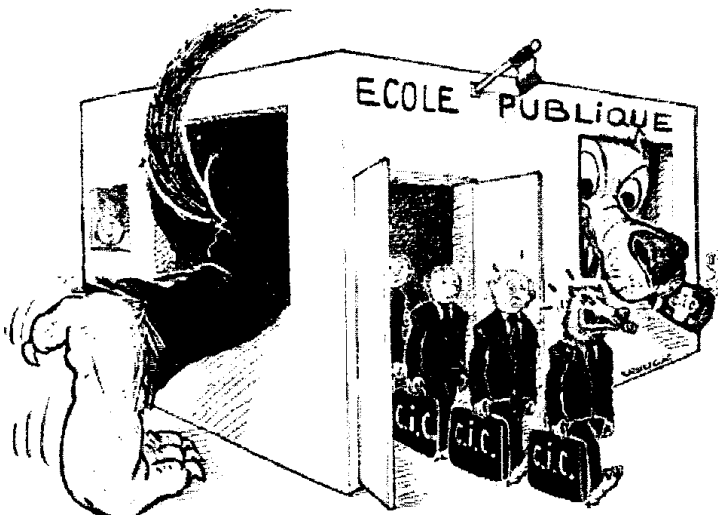
Pour préciser leurs intentions et leurs objectifs ces militants citent un texte de Marcel Martinet, écrit en 1934 :

*"Il faut préserver l'héritage du passé (...) pour en prendre possession réelle et le revivifier. Il le faut pour maintenir et élever la dignité ouvrière, qui ne peut se priver de culture, et pour préparer ainsi la révolution profonde, la révolution ouvrière et humaine qui ne sera profonde qu'enracinée dans la culture (...). Nous n'avons pas la confiance ingénue des anarchistes dans l'organisation spontanée des masses, nécessairement, magiquement lucide, parfaite d'instinct et promise à la victoire. Nous croyons juste le contraire, puisque nous croyons à la nécessité de la culture, à la nécessité de l'organisation, à la nécessité de la culture pour l'organisation. Et il est vrai que cela implique une sorte d'enseignement mutuel où ceux qui savent plus, qui savent mieux, devront - dans ce qu'ils savent - soutenir et guider les autres. Mais cette entraide mutuelle n'implique nullement l'existence d'états-majors autonomes, tels que nous les voyons fonctionner et sévir. Elle implique leur suppression et la transformation radicale de l'idée même de chefs. (...)"*

# La spéculation financière hors de nos écoles !

## Communiqué de presse :

Depuis plusieurs années, le Crédit industriel et commercial (CIC) organise un jeu-concours, les "Masters de l'économie", en direction des jeunes et des établissements scolaires, sans que le ministère de l'éducation nationale ne s'y oppose. Cette banque s'apprête à lancer une nouvelle édition de son jeu pour l'année scolaire 2003-2004. Ce "jeu" fait l'apologie de la spéculation boursière en occultant les désastres sociaux et environnementaux qu'elle entraîne. On constate également que, de façon générale, les entreprises entrent de plus en plus souvent et facilement dans les établissements scolaires. La neutralité scolaire et les principes de l'Ecole de la République sont ouvertement bafoués sous couvert de fourniture de prétendus "outils pédagogiques". Que, malgré les mobilisations engagées et les démarches effectuées, le CIC puisse continuer à organiser son "jeu" à caractère publicitaire, commercial et idéologique constitue une véritable provocation ! Nous attirons l'attention des élus et des citoyens sur l'impératif de la neutralité de l'Ecole et de



son indépendance à l'égard des intérêts commerciaux. En particulier, nous appelons tous les personnels de l'éducation nationale, parents, élèves et citoyens à se mobiliser pour :

1 dénoncer les "Masters de l'économie" et tous autres "jeux" du même acabit, ainsi que toutes les pressions idéologiques et économiques auxquelles sont soumis les jeunes et notre système éducatif.

2 demander des dispositions réglementaires pour interdire ces pratiques.

Nous demandons aux personnels de

l'éducation nationale et parents d'élèves d'intervenir auprès des conseils d'administration des établissements et de signer et faire signer massivement la pétition qui sera adressée au ministère de l'éducation nationale. Les documents de la campagne - pétition, tract et affiche - sont disponibles auprès des organisations signataires et téléchargeables aux adresses suivantes : [www.attac.org](http://www.attac.org) et [www.actionconsommation.org](http://www.actionconsommation.org)

29.09.2003

### Les organisations signataires :

Action Consommation - APED (Appel pour une école démocratique) - ATTAC - Biocoop - Casseurs de pub - Confédération Paysanne - CSF (Confédération syndicale des familles) - DEIF (Défense des enfants International France) - Le Publiphobe - Ligue de l'enseignement - OCCE (Office Central de la Coopération à l'École) - RAP (Résistance à l'agression Publicitaire) - RECIT (Réseau des écoles de citoyens) - RESOL (Réseau d'expertise solidaire) - SNES (Syndicat national des enseignants de second degré) - Transversales Science Culture - UFAL (Union des Familles Laïques)

**Signons massivement la pétition qui sera adressée au ministère de l'Éducation nationale :**

## La spéculation boursière hors de nos écoles !

Pour la quatrième année consécutive, le « Crédit industriel et commercial » a organisé, en 2002-2003, son jeu boursier les «Masters de l'économie», en direction des jeunes dans les établissements scolaires.

Comment peut-on parler de liberté, d'égalité, de fraternité et faire entrer dans nos écoles l'idéologie illusoire du profit et de l'argent facile ? Les valeurs de solidarité, de travail, de respect ont-elles encore leur place dans les établissements ou le CIC présente son jeu et le modèle de société qui lui correspond ?

La neutralité scolaire et les principes de l'École de la République sont ouvertement bafoués par ce prétendu outil pédagogique. L'organisation de ce jeu participe à l'offensive idéologique et économique que subit notre système éducatif et aux conditionnements auxquels sont soumis les jeunes au sein même de l'École.

Nous demandons à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale qu'il interdise ce jeu ainsi que les pratiques du même type et qu'il prenne des dispositions réglementaires pour garantir la neutralité de l'École.

NOM

ADRESSE

SIGNATURE

---

---

---

---

---

Pétition à retourner avant mars 2004 à : ATTAC, 6 rue Pinel – 75013 Paris (ou) Action Consommation, 21bis rue Voltaire 75011 Paris

# Rencontres et lectures à contre courant

## Le baron se porte bien, merci.

Le baron Seillière ne risque pas de pointer de sitôt à l'ASSEDIC. Le sieur en question a touché 1 400 000 euros l'an passé au seul titre de PDG de Wendel-Investment. Si l'on ajoute, en plus de son poste de patron du MEDEF, sa participation à divers conseils d'administration, on comprend plus aisément qu'il refuse que les entreprises cotisent pour les retraites, ce qui amputerait jetons de présence, dividendes et autres stocks-options, et qu'il veuille casser le statut, déjà précaire, des intermittents. Non mais !\_ les gueux au turbin, les vieux dans le besoin ! (Entendu sur \_ France-Musique en juillet)

## L'effondrement de la classe moyenne américaine

Dans un article intitulé "L'effondrement de la classe moyenne", Bernie Sanders, seul député US classé "indépendant", donne des informations chiffrées que l'on ne trouvera pas dans les grands médias US. 1 % de la population possède l'équivalent de ce que possèdent les 95 % les moins riches; les PDG des grosses compagnies gagnent en moyenne 500 fois le salaire moyen de leurs employés. Dans la classe moyenne, depuis l'arrivée de Bush, près de 3 millions de chômeurs en plus. Depuis 1973, le salaire horaire moyen du privé a baissé de 10%. Le salarié US travaille en moyenne 1 978 heures par an [environ 9 heures par jour ouvrables] contre 1 942 en 1990. Il faut remonter à 1920 pour trouver de tels chiffres. 40 % des Américains travaillent plus de 50 heures par semaine.

On estime à 33 millions, le nombre de pauvres, en augmentation de 1,3 million dans les deux dernières années. 42 millions d'Américains n'ont pas d'assurance santé. 3,5 millions sont sans abri (parmi eux, 1,3 million d'enfants). Par Bernie Sanders, "Représentant du Vermont" Article complet sur [http://www.buzzflash.com/contributors/03/09/04\\_sanders.html](http://www.buzzflash.com/contributors/03/09/04_sanders.html)

## Main Basse sur l'Assurance maladie

Il agit d'une note rédigée par le groupe de travail "Assurance maladie" de la Fondation Copernic (2003, éditions Syllepse et Fondation Copernic, Paris). Face au projet de démantèlement organisé par le Medef, comment reconstruire un système de santé efficace et juste socialement ? Les tentatives de répondre aux déficits par la maîtrise comptable des dépenses se sont soldées par un échec. Le Medef prétend que l'assurance privée, à travers "la mise en concurrence des opérateurs", permettrait de faire baisser les coûts. Suivre ses propositions reviendrait à accepter l'institutionnalisation d'un système de santé à plusieurs vitesses. Cet ouvrage établit un état des lieux du système de santé français, en analyse les dysfonctionnements et dévoile la "contre-réforme" qui conduira à une véritable régression de notre système de santé solidaire. Si les réformes sont incontrournables, afin de préserver et de renforcer l'efficacité du système de santé et l'équité devant l'accès aux soins, elles devront clairement contrecarrer les objectifs du Medef et de l'assurance privée. Enfin, la fondation Copernic expose des pistes alternatives qu'il s'agirait de suivre pour une réforme d'efficacité et de progrès social. *Fondation Copernic* BP 32 - 75921 Paris cedex 19 01 42 03 03 13 - 06 75 25 77 76 <http://www.fondation-copernic.org> courriel : copernic2@wanadoo.fr

## Carnets d'un intérimaire

Ouvrage de Daniel Martinez, préface de Michel Pialoux "Lorsque j'ai accepté cette mission, l'agence Bis m'avait dit qu'il ne s'agissait que d'un nettoyage de chantier. Au départ, il n'était aucunement question d'un quelconque transport de cloisons vitrées. Mais «les intérimaires peuvent tout supporter» On nous fait transporter des portes ignifugées d'un gabarit assez impressionnant. Les vitriers utilisent des poignées avec de puissantes ventouses, que nous n'avons pas. Ils bénéficient d'un taux horaire de cinquante francs en qualité d'ouvriers qualifiés; nous touchons le SMIC. Exténués, abrutis moralement et physiquement, nous débauchons à 18 heures. Je m'empresse de téléphoner à l'agence pour réclamer la prime de risque dont nous ont parlé les vitriers. Silence gêné. Réponses évasives. Le sous-traitant qui nous emploie n'a pas prévu cette mesure dans son budget. J'ai besoin de fric, j'ai besoin de bouffer. Je ne peux que fermer ma gueule. Combien ai-je côtoyé de copains d'infortune qui travaillaient sans chaussures adéquates ou harnais de sécurité alors que ceux-ci étaient obligatoires? Combien en ai-je rencontré qui conduisaient un chariot élévateur sans permis de cariste? A quoi sert l'Inspection du travail?" Daniel Martinez a consigné ici son quotidien de travailleur intérimaire dans la région de Bordeaux. Récits de chantiers, réflexions et colère devant le piège qui se referme, ces Carnets témoignent d'une vie au risque de la précarité. 160 pages Prix : 13 euros ISBN : 2-7489-0004-9 Parution aux Editions Agone BP 2326 13213 Marseille cedex 02 Fax (33) [0]4 91 64 27 03 <http://www.agone.org>

## "Les damnés du Kosovo"

On nous a demandé des renseignements sur le film de Michel Collon, "Les damnés du Kosovo". Pour ceux que cela intéresse, nous communiquons les informations suivantes sur le moyen de se procurer la cassette ou organiser dans votre secteur une diffusion du film, en présence ou non de les auteurs. Pour passer commande : par courriel : [nessa.kovic@indymedia.be](mailto:nessa.kovic@indymedia.be) ou par la poste : **Vanessa Stojilkovic, rue de Moscou 15/32, 1060 Bruxelles (Même adresse pour infos et organisation de projections débats)** Prix : 9 Euros + port (Belgique: 2 euros, Europe : 3 euros, Autres : 4 euros ou \$) Paiement pour la France : chèque à l'ordre de Vanessa Stojilkovic, 19 rue Paul Painlevé 26000 Valence.

## En passant par le Jura libertaire

De la célèbre Fédération jurassienne de la première internationale aux ouvriers de Lip, le Jura a toujours été terre rebelle et entretenu la tradition libertaire qui s'y enracine. Si d'aventure vous passez par là bas, n'hésitez pas à aller saluer Anne-Marie Daloz-Ruffenacht, une fidèle d'ACC. Nous avons fait écho dans le n° 142 du drame qui avait été le sien suite à l'extermination de son troupeau pour cause de "Vache folle" en 2001. Toujours tenace, elle a depuis monté un camping où se croisent durant l'été des alternatifs des 4 coins de l'Europe. Rattachée au Centre européen pour un tourisme rural respectueux de l'environnement (ECEAT), elle envisage d'y adjoindre une ferme de préservation d'espèces menacées (poules, canards, chèvres, moutons...) pour contribuer au maintien de la biodiversité.

Camping La maison voisine, 17 route de Villeneuve 39270 SARROGNA 03 84 35 72 51. Ouvert du 1er juin au 30 septembre

## Ils ont défié la canicule : nos lecteurs sont durs à cuire!

On se (vous) demandait en juillet dernier, devant la masse de boulot que représente la fabrication d'ACC, si cela valait vraiment le coup de continuer, après presque deux décennies de rédaction des textes, de maquettage, tirage, assemblage, étiquetage et expédition des numéros. Vos réponses sont arrivées en grand nombre. En voici quelques unes :

**De P. L. (Bagny sur Meuse - 55) :**

"Je constate avec plaisir que vous existez toujours et continuez à assumer vos convictions. Bravo et bon courage! Même si je suis orienté différemment depuis quelques années, je ressens une grande sympathie pour tous les courants, réseaux initiatives diverses et non-orthodoxes qui contribuent à la résistance au système de domination, d'exploitation et, maintenant, de folle destruction qu'est devenu le système capitaliste. Un grand merci à Alain Bihl : la lecture "Du Grand soir à l'Alternative..." m'a beaucoup apporté vers 1992-1993 (...) Sans oublier mes racines ouvrières et mes anciennes sympathies communistes libertaires, je suis plus attiré désormais par les courants "écolog-alternatifs-radicaux (pour faire bref)"

**De A-M. D. (Sarrogna - 39) :**

"Un grand bonjour du Jura, (...) Bravo pour le dessin de Seb "A propos de Bové". Je vais l'afficher"

**De J-L. P. (Jurançon - 64) :**

"Vous avez bien fait de me relancer. Je fais partie du flot des lâcheurs du militantisme charriés par le capitalisme et une certaine misère des milieux militants. j'ai dû décrocher quelques temps un peu malgré moi et beaucoup de manière salutaire. La prise de recul est parfois nécessaire, surtout dans mon cas qui suis un tantinet borné car très tenace. Mais c'est finalement surtout au capitalisme lui-même que je dois cette sensation de renaissance. Encore convalescent car si je suis toujours aussi révolté qu'à mon adolescence j'avoue ne pas encore avoir trouvé la solution.(...) "Est ce que cela vaut le coup? On se le demande parfois. Oui les copains et copines, ça vaut le coup je vous le dis et j'en ai toujours été convaincu. Il ne faut pas en douter.(...) Beaucoup n'écrivent pas mais en pensent du bien cela leur fait du bien surtout".

**De J-R. C. (Paris - 75) :**

"ACC est la plus sérieuse des revues auxquelles je suis abonné".

**D'E. G. (Brest - 29) :**

"Continuez, c'est excellent"

**D'A. B. (Malvies - 11) :**

"Depuis des années je me fais un plaisir de lire vos chroniques"(...) Les croquis de Dédé valent leur pesant d'or.

**De M-L. D. (Nogent 52) :**

"Je viens "d'engloutir le dernier n° d'ACC et je souhaite souscrire un abonnement-cadeau pour des copains".

**D'A. et J. Z. (Raon-aux-bois 88) :**

Si, Si, ça vaut le coup ! (...) et même si nous sommes restés silencieux, nous lisons avec beaucoup d'intérêt vos textes.

On attendait cela de vous, mais cela fait quand même plaisir à lire et à faire lire. Alors comme dans la chanson de l'empereur, de sa femme et du petit prince, puisque c'est ainsi, on repart pour 150 numéros...

### COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J. FORTCHANTRE / B. SCHAEFFER  
SEB / A. ET D. WALTER

## BULLETIN D'ABONNEMENT

\* \* \*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros  
 de SOUTIEN . . . . . Euros  
 Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CCPAP N°70783

Dispensé de timbrage

Mulhouse-

**A CONTRE COURANT**  
(service abonnements)  
**BP 2123**  
**68060 MULHOUSE cedex**

**P**

**P R E S S E**

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 16/10/2003

## Sommaire

- Page 1 ..... Edito : Où est le mouvement social ?  
 Page 2 à 4 ..... Guerre à la vie et impuissance  
 Page 5 ..... La déclaration de Paris  
 Page 6 et 7 ..... On a eu chaud !  
 Page 7 ..... Sarkozy tripatouille la double peine  
 Page 8 et 9 ..... Une si tenace atmosphère de jacquerie  
 Page 9 ..... Aux personnes qui ont soutenu Riesel  
 Page 10 ..... Donner un sens aux luttes sociales  
 Page 11 ..... De la neutralité  
 Page 11 ..... Haro sur l'autonomie régionale en Allemagne  
 Page 11 ..... Site "Culture et Révolution"  
 Page 12 ..... La spéculation financière hors de nos écoles !  
 Page 13 ..... Rencontres et Lectures  
 Page 14 ..... Nos lecteurs sont durs à cuire !

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)  
 et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>  
 Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Impression et Direction de publication :

**JEAN FORTCHANTRE** 1 rue Victor Hugo  
**52100 BETTANCOURT-LA-FERREE**